



*GRILLE 1 — Evaluation du processus de planification*

Domaines de prise de décision →	Planification locale (Elaboration des Plans de Développement Locaux – PDL) Critères d'évaluation	Indicateurs	Niveaux d'appréciation (score)			Observations (indiquez ici le score et la justification)
			0	1	2	
<b>Transparence</b>	Délai de l'annonce pour le processus de planification	Le commencement du processus de planification est annoncé aux conseillers au moins un mois en avance	Le commencement n'a pas été annoncé aux conseillers	Le commencement a été annoncé moins d'un mois en avance aux conseillers	Le commencement a été annoncé au moins un mois en avance aux conseillers	
	Degré de partage des données socio-économiques et financières avec les (groupes des) citoyens avant les sessions de planification	Une (1) restitution est tenue du diagnostic socio-économique (DSE) dans tous les quartiers de la commune et tous les districts de la CRD	Aucune restitution n'est faite du DSE dans les quartiers et districts	Une restitution partielle (partie des quartiers et districts) est faite	Une restitution complète (tous les quartiers et districts)	
<b>Participation</b>	Degré d'implication des citoyens et conseillers à l'élaboration du PDL final ou à sa révision	Le projet du PDL (version préliminaire) est examiné en session (extra) ordinaire avant le vote. Cette séance est publique.	Le projet du PDL n'est pas examiné avant le vote (mais voté directement)	Le projet du PDL est examiné avant le vote dans le conseil.	Le projet du PDL est examiné en session (extra) ordinaire avant le vote. La séance est publique.	
	Degré d'intégration des politiques sectorielles (santé, éducation, etc.) dans le PDL	Degré de prise en compte des plans sectoriels dans le PDL à travers la participation des services techniques	Le PDL ne tient pas compte des plans sectoriels	Le PDL tient compte d'au moins deux plans sectoriels	Le PDL tient compte de tous les plans sectoriels	
<b>Voix/réceptivité</b>	Couverture des consultations des citoyens sur leurs problèmes et solutions avant l'élaboration du plan	Nombre de consultations tenues dans tous les quartiers de la commune et districts de la CRD/CU pour recenser les besoins	Aucune concertation a été tenue dans les quartiers et districts de la CRD/CU	Une concertation est tenue dans une partie des quartiers et districts de la CRD/CU	Au moins une (1) consultation est tenue dans tous les quartiers de la commune et districts de la CRD pour recenser les besoins	
	Niveau d'explication et de justification pour la non prise en compte des besoins des citoyens	Nombre de fois où les citoyens ont vécu une explication par un conseiller par rapport à la non-prise en compte des besoins	Jamais	Une fois par an (rarement)	Régulièrement (de façon organisée ou informelle)	
<b>SCORE TOTAL</b>	<b>/12</b>					Pondération 25



## FEUILLE DE SCORING COPEGOL- GUINEE 2008

### GRILLE 1— Evaluation du processus de budgétisation

Domaines de prise de décision →	Budgétisation Critères d'évaluation	Indicateurs	Niveaux d'appréciation (score)			Observations (indiquez ici le score et la justification)
			0	1	2	
<b>Transparence</b>	Niveau d'information des citoyens sur le bilan de l'exécution du PAI et du budget de l'année écoulée	Nombre de restitutions tenues pour présenter le niveau d'exécution du PAI	Jamais	Une fois par an	Régulièrement (de façon organisée)	
	Niveau d'information des citoyens sur l'objectif et le processus de mobilisation des ressources locales (taxes et impôts)	Nombre de sessions organisées par le conseil pour expliquer aux citoyens les objectifs de la mobilisation des recettes locales (durant l'année dernière)	Jamais	Une fois par an	Régulièrement (de façon organisée)	
<b>Participation</b>	Niveau d'implication des conseillers élus au processus d'élaboration du PAI	Nombre de conseillers ayant participé activement à l'élaboration du plan annuel d'investissement	Le PAI a été élaboré par le secrétaire communautaire/général	Le PAI a été élaboré par le bureau exécutif	Le PAI a été élaboré par le bureau et discuté en conseil	
	Degré de collaboration entre l'administration et les élus dans le cadre de la mobilisation des ressources communautaires	Existence et implication de la tutelle dans le cadre de la mobilisation des recettes	Inexistence de partage des recettes	Existence de partage de recettes	Existence de partage de recettes et stratégie de mobilisation des recettes conjointe	
<b>Voix/réceptivité</b>	Initiatives des citoyens qui demandent des comptes et des justifications pour les dépenses	Nbre. de demandes de comptes exprimés par les (groupes de) citoyens durant l'année dernière	Jamais	Une fois par an	Régulièrement	
	Réponses sont données aux demandes de justification par les citoyens	Nombre de fois que les élus ont donné des explications sur l'utilisation des finances aux citoyens	Jamais	Une fois par an	Régulièrement (de façon organisé ou informelle)	
<b>SCORE TOTAL</b>	/12					Pondération 25
<b>/25</b>						



## FEUILLE DE SCORING COPEGOL- GUINEE 2008

### GRILLE 1— Evaluation du processus de passation de marché

Domaines de prise de décision →	Passation de marché Critères d'évaluation	Indicateurs	Niveaux d'appréciation (score)			Observations (indiquez ici le score et la justification)
			0	1	2	
<b>Transparence</b>	Les annonces (avis d'appel d'offre) sont publiées, les vainqueurs annoncés, les procédures publiées	% d'annonces publiés au siège pour l'ouverture d'un marché public pendant l'année dernière	Aucune ouverture n'est annoncée	Pas toutes les ouvertures ne sont annoncées	100% des ouvertures sont annoncés	<i>Nbre de marchés annoncés/ Nbre. de marchés démarrés/</i>
	Mode de prise de décision sur l'allocation du marché	% de marchés qui sont exécutés en respectant le mode de sélection du manuel de procédure	Aucun marché n'est exécuté en utilisant le manuel de procédure	Le mode de sélection du manuel de procédure est parfois respecté	Le mode de sélection du manuel de procédure est parfois respecté	
<b>Participation</b>	Existence des commissions de passation de marché	Existence d'une commission de passation de marché	Une commission de passation de marché n'existe pas	Une commission de passation de marché existe mais n'est pas fonctionnel	Une commission de passation de marché existe et est fonctionnel	<i>NB : commission de passation ou commission de suivi du marché !</i>
	Nombre de marchés passés sous la maîtrise d'ouvrage du conseil communautaire/communal durant les deux années écoulées		Aucun marché n'a passé sous la maîtrise d'ouvrage de la CRD ou de la CU	Un marché a été passé sous la maîtrise d'ouvrage de la CRD ou de la CU	Tous les marchés ont été passés sous la maîtrise d'ouvrage de la CRD ou de la CU	
<b>Voix/réceptivité</b>	Mécanismes par lesquels les citoyens peuvent mettre en cause la régularité des procédures de passation de marché	Existence d'un mécanisme de gestion des plaintes sur les marchés	Inexistence d'un exemple où les citoyens ont pu mettre en cause collectivement la passation des marchés	Existence d'un cas où les citoyens ont pu mettre en cause collectivement la passation des marchés	Existence de plusieurs cas où les citoyens ont pu mettre en cause collectivement la passation des marchés	
	Les plaintes des citoyens en la matière sont prises en compte ou une réponse est fournie	Nombre de cas où une réponse adéquate est formulée pour les plaintes	Les autorités locales (tutelle ou élus) n'ont jamais réagi sur les plaintes	Les autorités locales (tutelle ou élus) réagissent sur environ la moitié des plaintes	Les autorités locales (tutelle ou élus) réagissent sur presque toutes les plaintes	
<b>SCORE TOTAL</b>	/12					Pondération 25
						<b>/25</b>



## FEUILLE DE SCORING COPEGOL- GUINEE 2008

### GRILLE 1— Evaluation du processus de prestation de services

Domaines de prise de décision →	Prestation de services Critères d'évaluation	Indicateurs	Niveaux d'appréciation (score)			Observations (indiquez ici le score et la justification)
			0	1	2	
<b>Transparence</b>	Niveau d'information au niveau du siège sur les services administratifs offerts (état civil)	Une liste des services administratifs offerts par la CRD/CU est affichée	Il n'existe pas de liste des services d'état civil offerts	Il existe une liste des services d'état civil offerts	La liste des services d'état civil offerts est affichée au siège	
	Degré de partage d'information entre la CRD/CU et ses secteurs	Nbre. de rapports sectoriels partagés avec la CRD/CU (rapports mensuel de performance du centre de santé ; rapport résultats éducation etc.)	Aucun rapport	Partage des rapports, mais pas de façon structurelle	Partage des rapports de façon structurelle	
<b>Participation</b>	Degré d'interaction entre le conseil communautaire/ Communal et les comités de gestion des services de base (éducation, santé)	Nbre. de réunions de l'APAE ou du comité de gestion du Centre/Poste de Santé au quelle un représentant du conseil communautaire a participé	Le conseil communautaire/communal n'a jamais participé à une réunion de l'APAEA ou du comité de santé	Le conseil communautaire/communal participe régulièrement à une réunion de l'APAEA ou du comité de santé	Le conseil communautaire/communal participe toujours aux réunions de l'APAEA ou du comité de santé	
	Exploitation des équipements et infrastructures en s'appuyant sur des structures de gestion (partenariats, gestion déléguée etc.)	Nbre. de contrats de gestion des équipements et infrastructures de la localité existants (entre CRD/CU et association/entreprise)	Aucun équipement ou infrastructure n'est exploité par la collectivité	Une partie des équipements est géré par la collectivité (délégation)	Tous les équipements sont gérés par la collectivité (délégation)	
<b>Voix/réceptivité</b>	Opportunités pour les citoyens de soumettre des plaintes	Nbre. de fois que les (groupes de) citoyens ont soumis une plainte pour mauvais service offert (état civil, éducation, santé,...) pendant l'année passée	Les citoyens ne s'adressent pas aux conseillers élus	1-5 plaintes des groupes des citoyens adressés aux conseillers	Plus de 5 plaintes des groupes des citoyens adressés aux conseillers	
	Procédure de gestion des plaintes et suggestions et prise en compte du feedback	Nbre. de fois ou le conseil (communautaire/communal) a pris en compte les plaintes déposées par rapport à la mauvaise prestation de service pendant l'année passée	Les conseillers n'ont pris en compte aucune plainte	La plupart des plaintes sont directement prise en compte (en session ou par action)	Toutes les plaintes sont gérées à travers un système de plaintes	
<b>SCORE TOTAL</b>	/12					Pondération 25
						<b>/25</b>



GRILLE 1— Evaluation du processus d'audit/surveillance

Domaines de prise de décision →	Prestation de services Critères d'évaluation	Indicateurs	Niveaux d'appréciation (score)			Observations (indiquez ici le score et la justification)
			0	1	2	
<b>Transparence</b>	Les rapports d'audit ou d'investigation sont publiés	Nbre. d'audits faits l'année dernière NB : audit administratif et financier	Aucun audit n'a été fait	Un audit a été fait	Deux audits ont été faits	
	Le commencement des procédures d'audit et autres investigations sont annoncées	Degré de partage/publication des résultats des audits l'année dernière	Les résultats ne sont pas partagés ou publiés	Les résultats sont partagés avec les conseillers	Les résultats sont publiés	
<b>Participation</b>	La population participe à la réception des infrastructures	Nbre. de réceptions des infrastructures organisées pendant l'année passée avec implication de la population	Aucune réception n'a été organisée	Une réception n'a été organisée avec la participation d'un groupe restreint	Une réception n'a été organisée avec la participation de toute la collectivité	
	Le SPD (et les services techniques ?) est impliqué dans le contrôle de qualité des infrastructures	% de réceptions assistées par le SPD ou un représentant d'un service technique	Le chantier n'est pas suivi par le SPD ou un représentant d'un service technique	Un chantier est parfois suivi par le SPD ou un représentant d'un service technique	Tous les chantiers sont suivis par le SPD ou un représentant d'un service technique	
<b>Voix/réceptivité</b>	Mécanismes par lesquels citoyens peuvent mettre en cause la régularité des procédures administratives et financières des collectivités	Nbre. de fois ou les (groupes des) citoyens ont mis en cause la régularité des procédures administratives et financières liés à l'exécution d'un projet ou la réalisation d'une infrastructure pendant l'année passée	Les citoyens ne s'adressent pas aux conseillers élus	1-5 plaintes des groupes des citoyens adressés aux conseillers	Plus de 5 plaintes des groupes des citoyens adressés aux conseillers	NB : manifestations avec preuve (confirmation demandeurs et receveurs)
	Niveau de prise en compte des plaintes des citoyens en la matière	% des cas ci-dessus où le conseil a fourni une explication	Les conseillers n'ont pris en compte aucune plainte	La plupart des plaintes sont directement prise en compte (en session ou par action)	Toutes les plaintes sont gérées directement ou en conseil	
<b>SCORE TOTAL</b>	/12					Pondération 25
						<b>/25</b>



## FEUILLE DE SCORING COPEGOL- GUINEE 2008

### GRILLE 1— Evaluation du processus de suivi-évaluation

Domaines de prise de décision →	Prestation de services Critère d'évaluation	Indicateurs	Niveaux d'appréciation (score)			Observations (indiquez ici le score et la justification)
			0	1	2	
<b>Transparence</b>	Les objectifs et les résultats attendus d'un projet/initiative du PDL sont communiqués au public	Nbre. de fois pendant l'année passée que le conseil a communiqué l'existence et le démarrage d'un projet du PDL.	Aucune communication formelle autour du démarrage d'un projet	Communication autour de quelques projets qui démarrent	Communication autour de chaque projet qui démarre	
	Existence d'un système de suivi-évaluation du PDL, PAI et/ou du budget (et ou des projets ?)	Il existe un comité de suivi du PDL/PAI (ou des projets ?)	Il n'existe pas de comité de suivi	Le comité de suivi existe mais n'est pas fonctionnel (pas de rencontres)	Le comité de suivi existe et est fonctionnel	
<b>Participation</b>	Les citoyens participent au suivi-évaluation de la qualité des services de base	Nbre. de fois ou les citoyens ont participé à l'évaluation de la qualité des services de base (éducation, santé) pendant l'année passée	Jamais	De façon informelle (individuellement)	De façon organisée (sessions d'évaluation participatives)	
	Les citoyens sont informés des infrastructures réalisés	Nbre. de fois ou la collectivité a présenté le bilan des réalisations	Jamais	De façon informelle (individuellement)	De façon organisée (présentation publique)	
<b>Voix/réceptivité</b>	Opportunités pour les citoyens de dénoncer les projets mal exécutés ou des services non-performants	Nbre. de fois pendant les deux années passées ou les (groupes des) citoyens ont collectivement dénoncé la qualité des projets ou la non performance des services	Jamais	1-5 fois par an	> 5 fois par an	
	Les plaintes des citoyens en la matière sont traitées et suivies d'effets	% des cas ci-dessus qui ont été traités de façon satisfaisante par le conseil	Jamais	Moins de 50% des cas sont pris en compte	Plus de 50% des cas sont pris en compte	
<b>SCORE TOTAL</b>	/12					Pondération 25 <b>/25</b>



## FEUILLE DE SCORING COPEGOL- GUINEE 2008

### GRILLE 2 : Critères de sélection des bonnes pratiques

Niveau	Critère	Score				Observations (indiquez ici le score et la justification)
		0	1	2	3	
Niveau 1. Qualité et caractère innovant de la pratique	1. Façon dont la pratique est mise en œuvre (aspects de transparence, de participation et de réceptivité de la pratique elle-même)	Pratique n'est ni transparente, ni participative, ni redevable	La pratique présente un de ces aspects de bonne gouvernance	La pratique combine 2 aspects de bonne gouvernance	La pratique combine les trois aspects de bonne gouvernance	
	2. Innovation	-	La pratique répond aux exigences de la loi	La pratique est basée sur les exigences de la loi, mais la collectivité à ajouté des nouveaux éléments/aspects	La pratique est totalement l'invention de la collectivité	
	3. Initiative locale	La pratique n'a pas été initiée et mise en œuvre par la commune	La pratique a été initiée par un partenaire extérieur et mise en œuvre par la collectivité	La pratique a été initiée et mise en œuvre par la collectivité	La pratique a été initiée et mise en œuvre par la collectivité en collaboration avec les services de l'Etat et/ou la SC.	
<b>SCORE</b>						Pondération 35  <b>/9</b> <span style="float: right;"><b>/35</b></span>
Niveau 2. Critères d'institutionnalisation	4. Institutionnalisation	La pratique n'est pas intégrée dans le PDL, ni budgétisée (elle est informelle ou ad-hoc)	La pratique est intégrée dans le PDL	La pratique est intégrée dans le PDL et budgétisée	La pratique est intégrée dans le PDL, budgétisée et une structure de gestion est mise en place	
	5. Faisabilité technique	-	La mise en œuvre de la pratique nécessite un appui	La mise en œuvre de la pratique nécessite	La mise en œuvre de la pratique nécessite pas	



## FEUILLE DE SCORING COPEGOL- GUINEE 2008

			technique externe à la commune	certaines compétences techniques qui peuvent se retrouver chez certains acteurs de la commune	ou peu de compétences techniques et est à la portée de la majorité des acteurs de la commune	
	6. Faisabilité financière	La pratique nécessite 100% de financement extérieur	La pratique nécessite une aide financière extérieure importante pour sa mise en œuvre (plus de 50% du coût de la pratique)	La pratique nécessite peu d'aide financière extérieure pour sa mise en œuvre (- de 20% du coût de la pratique)	La pratique est financée entièrement par la CRD/CU	
<b>SCORE</b>						Pondération 20
						<b>/9</b>
Niveau 3. Critères d'impact	7. Degré de partage	La pratique est interne au bureau de la collectivité	La pratique est partagée à l'intérieur du conseil	La pratique est partagée avec l'ensemble des acteurs locaux dans toute la collectivité	La pratique est partagée avec d'autres collectivités	
	8. Résultats en termes de renforcement des collectivités locales	La pratique ne contribue pas au renforcement des capacités de la collectivité	La pratique contribue à une conscience accrue de l'importance de la redevabilité au niveau des acteurs impliqués	La pratique contribue à l'adhésion accrue de la population aux activités de la collectivité (crédibilité, légitimité)	Suite à la pratique, la collectivité a pu mener des actions de développement (augmenter ou améliorer les infrastructures ou services socio-économiques)	
						<b>/20</b>



## FEUILLE DE SCORING COPEGOL- GUINEE 2008

	9. Résultats en termes de développement socio-économique de la localité : inclusion sociale et paix	La pratique ne contribue pas directement développement socio-économique	La pratique contribue aux autres aspects qui ne sont pas l'inclusion sociale ou la paix	La pratique contribue au renforcement de la position ou des capacités des couches marginalisées : femmes, jeunes ou groupes vulnérables	La pratique contribue à la réduction des conflits (domaniaux, sociaux, etc.) ou à la paix sociale		
<b>SCORE</b>						Pondération 20	<b>/20</b>
<b>SCORE FINAL</b>							<b>/100</b>